

Quid Novi

VOL. VII NO. 2

McGILL UNIVERSITY FACULTY OF LAW
FACULTE DE DROIT UNIVERSITÉ MCGILL

September 24, 1986
le 24 septembre 1986

U.S. LAWYERS GO FOR BIG BUCKS

Compiled by Terry Pether
from information in the New
York Times.

Clerks to the Justices of the United States Supreme Court are an elite class of law school graduates. The career choices that these privileged few make signal to other recent graduates what's hot in the job market. It is significant this year that of the thirty-four law clerks, three chose to leave the legal profession entirely. One went into investment banking, the new frontier for intelligent young lawyers.

One graduate's choice is no cause for alarm, but the emerging trend has big law firms shivering around the talent pool. On Yale University's annual recruiting day at the Park Plaza Hotel in New York City, two of that city's largest investment banks, Salomon Brothers and Goldman Sachs, joined four hundred law firms to compete for the best student candidates. And those banks are daily receiving résumés from well-tenured but disaffected lawyers.

Gotham-by-the-sea is the benchmark for trends set in the American legal profession. In April, Cravath,

Swaine and Moore began a wave of law firm payroll inflation when it announced salary increases of \$12,000 for associates, bringing to \$65,000 the annual income of a lawyer fresh out of law school. Senior associates of the firm earn \$100,000. Partners get twice that much. And Cravath himself rakes in

close to \$800,000. This development is nothing more than a competitive response to the investment bankers \$150,000 salary which is annually enhanced by a handsome year's end bonus in the tens of thousands.

Cont'd on p. 4

B. Knoppers prépare le XXI^{ème} siècle

Dans le cadre de son dixième anniversaire, le magazine l'Actualité consacre en septembre un numéro spécial à soixante-quinze québécois dont on dit qu'ils préparent le XXI^{ème} siècle. Mme Knoppers figurait parmi la sélection du magazine.

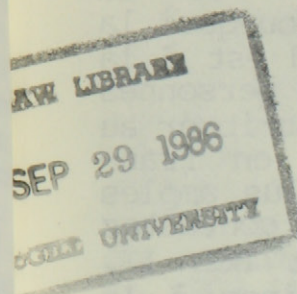
La direction du Quid Novi aimerait féliciter Mme Knoppers pour l'éloge que l'Actualité lui a ainsi fait. Nous vous cru bon de reproduire l'excellent article d'Hélène de Billy.

L'invention du droit
génétique

Tout a commencé avec la

littérature. Bartha Maria Knoppers complétait sa maîtrise sur les poètes engagés antillais. Elle songeait vaguement à appliquer son modèle d'analyse à la littérature québécoise quand elle en eut soudain assez de la contestation des autres. "J'ai senti le besoin de m'impliquer", dit-elle. Du jour au lendemain, cette intellectuelle appliquée abandonne la poésie tiers-mondiste pour la bio-éthique, "un domaine où se chevauchent les grandes questions humaines". Huit ans et cinq diplômes plus tard (de McGill, de Cambridge et de

Cont'd on p. 5



ANNOUNCEMENTS

Photocopier Cards

For those of you who are wondering why the photocopying machine displays a "hello" when you approach it, then you probably don't know about the new photocopying cards. These are really handy when everybody in this world seems to have run out of change and just has to use the photocopier. The "Library Copy Card" sells for \$5.00 (100 copies at 5¢ per copy, same price as if you were using change) and a \$1.00 deposit on the card. You can buy the cards at Sadie's (in the Student Union Building) and they can be used with any McGill Library Photocopier.

LSA Meeting

There will be an LSA Meeting Wednesday, October 1st in Room 202. If you wish to add anything to the agenda, please put it in the LSA mailbox by Friday, Sept. 26.

LSA Speaker

The LSA needs a speaker. If you're interested, please be present at the October 1st Meeting at 12 p.m. in Room 202.

New! In the Quid!

Are you shy? Need advice? Having trouble sleeping at night? Is something intensely personal bothering you?

Does your law partner not have all the answers?

Can't find it in the Code?

Then slip an anonymous letter under the door of the Quid and let "Dear Abby Initio" find the solution to your problem.

Attention all Students

The Faculty Council Curriculum Committee will be having its first meeting in early October. Now is the time to submit any items you would like to see placed on the Committee's agenda. Put any ideas down in writing and either deposit it at SAO or give it directly to any member of the Committee. Please do not delay.

La première réunion de le Comité sur la curriculum de la Conseil du Faculté aura lieu la première semaine d'octobre. Nous invitons les étudiants à soumettre leurs idées au Comité pour discussion. Vous pouvez remettre vos idées à "SAO" ou vous pouvez les directement à n'importe quel membre de le Comité. S.v.p. ne retardez pas.

Faculty Council Curriculum Committee:

Greg Borden
Cheryl Goldsmith
Vincent Gallo

Rappel

Le fonds Charles-Coderre pour l'avancement du droit social organise un concours de dissertation en droit social. Sujet: Les enfants victimes d'abus sexuels et la réponse judiciaire a la sanction leurs droits.

Pour la faculté, il peut s'agir d'un "Term Essay" de trois (3) credits. Possible extension des délais d'inscription. Pour plus de renseignements:

Prof. Danielle Pinard
3674 rue Peel
Bureau 204
Tel.: 392-8467

Quoi de Neuf

Il est important que le Quid Novi reflète le caractère bilingue de la faculté. C'est pourquoi la direction du Quid est à la recherche de personnes intéressées à contribuer au dit hebdomadaire en français. Pour de plus amples informations, contactez Normand Perreault BCL II, ou encore participez à la réunion du lundi (heure et endroit indiqués sur un tableau du rez-dechaussée du nouveau "CDH"). Vous pouvez toujours laisser vos articles sous la porte du Bureau du Quid Novi.

Normand Perreault

Mens's Intramural

O.K. so it's your first year in law school. The confused feeling will pass, and so will the deadline for fall indoor sports! Hockey! Volleyball (men's & co-ed)! Basketball! What more could you ask for?

Sign-up sheets are posted on the intramural bulletin for all the sports mentioned above. Each team must have a captain who will be responsible for registering the team and collecting entrance fees. Really, everyone should participate. Intramural sports are more fun than you could possibly imagine. Law school is not.

If you have any questions, don't hesitate to ask moi.

Stephen Simmons
Men's Intramural Rep.

LE CODE DE HAMMOURABI

(1ère partie)

Hammourabi (1728 -1686 av. J.-C.) roi de Babylone, fut le fondateur du premier Empire Babylonien. On lui attribue entre autre la rédaction d'un code de lois (300), gravé sur une stèle de basalte noir retrouvée en 1902 (la stèle se trouve présentement au musée du Louvre).

Il appert que les caractéristiques principales du code étaient: primo un fondement nouveau reposant sur l'idée de culpabilité; secondo une approche purement juridique dans laquelle on ne retrouvait aucune considération religieuse; tertio l'Etat remplaçait l'individu dans le rôle du justicier. Ainsi le code abolissait à toute fin utile la vendetta qui a continué d'exister (existe sans doute encore) dans certaines parties de l'Europe jusqu'au siècle présent. Les châtiments cependant étaient physiques et sévères, reflet d'un certain despotisme oriental. (Des historiens avancent que le code fut tiré des coutumes et des principes légaux de Sumer, région antique de la basse Mésopotamie près du golfe persique, bien qu'il ait été rédigé en akkadien, d'Akkad, autre région de Mésopotamie.)

Dans un but essentiellement récréatif, qui aura peut-être pour effet accessoire de porter à la réflexion, les quatre prochains numéros du Quid reproduiront quelques unes des lois sous les titres suivants:

a) Les classes sociales et le droit pénal.

b) Le mariage et le divorce.

c) Les contrats.

d) Les successions.

Les lois reproduites sont tirées du livre de J. Imbert, G. Sautel, et M. Baulet-Sautel, Histoire des institutions et des faits sociaux, Presses universitaires de France, 1957. Dans leur introduction, les auteurs précisent qu'ils ont parfois conservé les mots antiques (comme vous pourrez le constater) quand il leur a semblé qu'aucun texte français ne rendrait pas parfaitement la réalité sociale cachée sous le vocable original.

Les classes sociales et le droit pénal.

1- Si un homme a incriminé un autre homme, et l'a accusé de meurtre, et ne l'a pas convaincu de tort, celui qui l'a incriminé est passible de mort.

2- Si un homme a accusé de sorcellerie un autre homme, et ne l'a pas convaincu de tort, celui qui a été accusé de sorcellerie ira au fleuve, et se plongera dans le fleuve: si le fleuve s'empare de lui, celui qui l'a incriminé prendra sa maison; si le fleuve l'innocente et le garde sauf, celui qui l'a accusé de sorcellerie est passible de mort; celui qui s'est plongé dans le fleuve prendra la maison de celui qui l'avait incriminé.

8- Si un homme a volé un boeuf, mouton, âne, porc ou une barque, si c'est au dieu ou au palais, il rendra au trentuple; si

c'est à un muskênu, il compensera au décuple. Si le voleur n'a pas de quoi rendre, il est passible de mort.

15- Si un homme a fait sortir des portes un esclave ou une esclave du palais, un esclave ou une esclave d'un muskênu, il est passible de mort.

21- Si un homme est entré par effraction dans une maison, on le tuera et pendra en face de cette brèche.

22- Si un homme a exercé le brigandage, et a été pris, cet homme est passible de mort.

195- Si un enfant a frappé son père, on lui coupera la main.

196- Si un homme a crevé l'oeil d'un homme libre, on lui crèvera un oeil.

197- S'il a brisé un membre d'un homme libre, on lui brisera un membre.

198- S'il a crevé l'oeil d'un muskenu, ou brisé un membre d'un muskenu, il paiera une mine d'argent.

199- S'il a crevé l'oeil d'un esclave d'homme libre ou brisé un membre d'un esclave d'homme libre, il payera la moitié de son prix.

202- Si un homme a frappé la joue d'un homme de condition supérieure à lui, il sera frappé en public de 60 coups de nerf de boeuf.

Cont'd on p. 8

Quid Novi is published weekly by students at the Faculty of Law of McGill University, 3644 Peel St., Montreal H3A 1W9. Production is made possible by support of the Dean's office and by direct funding from the students. Opinions expressed are those of the author only. Contributions are published at the discretion of the editor and must indicate author or origin.

Editor-in-Chief Terry Pether
Rédactrice-en-chef

Rédactrice française Brigitte
French Editor Catellier

Associate Editor Normand
Rédacteur adjointe Perreault

Production Manager Joani
Directeur de gestion Tannenbaum

News Editor Linda Adams
Rédactrice

Staff
Membres Andrew Orkin, Joseph Kary,
Debra Raicek and Bettina
Karpel.

Quid Novi est une publication hebdomadaire assurée par les étudiants de la faculté de droit de l'université McGill, 3644 rue Peel Montréal, H3A 1W9. La publication est rendue possible grâce à l'appui du bureau du doyen, ainsi que par le financement individuel des étudiants. Les opinions exprimées sont propre à l'auteur. Toute contribution n'est publiée qu'à la discrétion du comité de rédaction et doit indiquer l'auteur ou son origine.

Lawyers Go For Big Bucks Cont'd from p. 1

Graduates and lawyers who have switched to investment banking deflect criticism that they are in that profession solely for the money. They argue that in the corporate world it is more gratifying to be in the fray of megadeals than at ringside technically tinkering like drones. A career in investment banking, they believe, offers them the chance to sharpen their entrepreneurial instincts, and shoot for the top. It takes at least seven years to become a law partner, and, even then, there are no assurances of advancement.

The American Bar Association says that applications to the nation's law schools have fallen by 25% in recent years while the number of those to graduate business programs is growing. Though law schools teach broad policy issues, graduates are often disillusioned to discover that law in practice is tedious for young lawyers. "It really squeezes your mind into a box" says one lawyer turned investment banker.

Law firms agree that the quality of life in huge firms of, say, three hundred lawyers is sadly deteriorating. Though rookie lawyers are assigned more responsibility nowadays, the work is generally impersonal. Many companies hire in-house counsel who have taken much of the consulting function away from firms. For lawyers looking for fulfillment in areas apart from business transactions, the small town practice is one of the few remaining outlets.

Despite the criticisms justifiably levelled against law firms, it remains symptomatic of contemporary yuppieism that success is measured in monetary units. While investment banks offer big bucks, there is still prestige and distinction that attach exclusively to being a lawyer. Edgar Masinter of Simpson, Thatcher and Bartlett insists that lawyers "provide balance and facilitate the dealings between people, both friendly and unfriendly. That is an important function in society."

Investment banking, for its part, is not exactly a free ticket to easy street. The lawyer going from law to investment banking spends his/her day with three phones in each ear, flying from city to city and working long hours. But with so many bright, young people thriving on the fast pace nonetheless, there is bound to be a lull in hiring to their profession. More new entrants to the field will be relegated to "number crunching" for hours over spread sheets.

Investment bankers burn out early in a job that demands so much high energy and aggressiveness. Indeed, most have no idea where they will be in ten years. Adds Hamilton E. James of Donaldson Lafkin: "There are many more old lawyers than old investment bankers." Lynn Ashby, an investment banker, agrees: "There are no fifty year olds around, so I wonder what happens to them."

Maybe they enjoy early retirements in Palm Beach. Maybe they try to get jobs at law firms.

Bartha Knoppers Cont'd from p. 1

la Sorbonne), la voici juriste, une des plus grandes spécialistes du droit génétique sur la planète.

Les neuf pages de son c.v. révèlent une vie professionnelle pour le moins bien remplie. Mme Knoppers donne des conférences, écrit (livres, thèses et articles) et enseigne (dans les deux langues, à l'université de Montréal et à McGill), est membre d'une foule de comités, participe à un nombre incalculable de colloques, en plus d'être conseillère de nombreux organismes. Dans ses dossiers, des conférences qu'elle prononcera à Paris, à Séoul, à Melbourne, cette dernière l'ayant amenée à examiner les codes de loi de quatorze pays francophones!

Dans un monde moins moderne, Bartha Maria Knoppers serait peut-être sur les barricades. Mais le monde est ce qu'il est et les révolutions plus tout à fait ce qu'elles étaient. Aujourd'hui, les grands enjeux humains se jouent dans les laboratoires. "Tout est en cause", laisse tomber la chercheuse, d'un ton plein de sous-entendus. "L'impact de la biotechnologie sur vos vies", écrit-elle dans l'un de ses nombreux articles, "sera comparable à celui provoqué par la découverte de l'atome."

Louise Brown, le premier bébé éprouvette, a huit ans. Sa naissance marquera sans doute, pour l'histoire, le début de cette ère nouvelle: désormais, on peut fabriquer et stocker des embryons hors du ventre maternel. Dans les centres de recherche, les congélateurs se remplissent de ces

nébuleuses humaines dont le statut - incertain - inquiète. A qui, par exemple, appartiennent ces fameux embryons? "Pas à l'Etat, j'espère", soupire Bartha Knoppers, qui craint surtout leur commercialisation. (La Commission de réforme du droit de l'Ontario vient de soumettre un rapport favorisant l'échange commercial.)

En Australie, des embryons héritent d'une fortune colossale. En France, une jeune veuve obtient de se faire inséminer du sperme de son mari décédé. Aux Etats-Unis, des tribunaux obligent des femmes, au nom de la protection du fœtus, à subir des césariennes. Ce dernier pays, d'ailleurs, semble détenir le record des situations échevelées. Ainsi, on a vu un enfant - par le biais de son père - poursuivre sa mère pour négligence: il était né (supposément parce que sa mère avait pris des antibiotiques pendant la grossesse) avec un défaut à l'email des dents!

Mme Knoppers voit là non seulement "une menace pour ce fondement social qu'est la famille", mais aussi "un danger sérieux pour l'autonomie des femmes que l'on tient de plus en plus responsables des imperfections du produit fini".

En général, cette passionnée de liberté s'oppose à la contrainte. D'accord pour la protection de l'enfant à naître. Mais pas à l'encontre des droits de la mère. Elle croit à la responsabilité individuelle. "A mon avis, si les gens reçoivent une information adéquate, ils prendront des décisions éclairées."

Un peu partout en Occident, des groupes interdisciplinaires débattent de ces questions et de

leurs nombreux corollaires. Au Canada, la Commission de réforme du droit se penche actuellement sur "le statut juridique du fœtus". Mme Knoppers y siège à titre de consultante.

D'une rigueur scientifique, elle se contente généralement d'énumérer les faits et de comparer les droits français, anglais, canadien, québécois et américain (elle détient un diplôme en droit comparé). Cela dit, on lui reproche parfois son ambivalence. "Sur la question des mères porteuses, elle n'a pas vraiment pris position", estime sa collègue de l'Université Laval, Edith Deleury, qui dénonce cette exploitation du corps de la femme. Mme Knoppers préfère parler du droit de disposer de son propre corps. Et a tendance aussi à se montrer sensible au drame des couples infertiles. Quoique, ajoute-t-elle, la mère porteuse devrait bénéficier d'un sursis à l'intérieur duquel il lui serait possible de révoquer son consentement et de garder l'enfant.

Convaincue de la primauté de "la responsabilité morale des individus sur le droit", cette femme peu portée aux jugements péremptaires a reçu une éducation très religieuse. Pasteur, son père émigra des Pays-Bas, au début des années 50, pour devenir "missionnaire" dans une paroisse de la communauté hollandaise d'Edmonton. Pendant toute son enfance, Bartha Knoppers a sillonné l'Amérique du Nord au gré des mouvances du père et de son apostolat. Fréquentant tantôt les écoles calvinistes néerlandaises, tantôt les écoles publiques du Texas ou du Michigan, elle a parfois senti l'intolér-

Cont'd on p. 7

LIRG SEEKS RECRUITS

The Legal Information Research Group (LIRG) is a non-profit, federally-funded summer employment project which has, since its inception in 1978, annually published documents in areas of social and public interest law. Recent publications have had as their focus the topics of incest, crime victims' compensation, the elderly and the law and the rights of young people.

This summer, over the course of twelve weeks, four students researched, wrote and have published two documents - Police Powers and Individual Rights and Employee - Employer Relations: The Rights of Non-Unionized Workers in Quebec

LIRG's objective is to conduct research into areas of law that directly affect people's lives and to publish the results in a form that is accessible and easily understood. Its documents are aimed at both the student and non-university population and are distributed to schools, community groups, CLSC's and other organizations as well as being available at the McGill Campus Legal Aid Clinic.

LIRG will be updating

its documents over the coming year to ensure that they are still legally accurate and will be initiating new projects to meet new community needs. If you are interested in acquiring some experience in practical legal research and wish to participate in something that has nothing to do with taxation, corporate finance or securities on immoveables, we're the group for you.

Our first meeting will be held on Wednesday, September 24, 1986 from 1:00 p.m. - 2:00 p.m. in Room 203.

Le Groupe de recherche sur l'information juridique (GRIJ) est un projet à but non-lucratif, fondé en 1978 par un groupe d'étudiants, et subventionné par le gouvernement fédéral pour l'entremise de divers programmes de création d'emplois d'été. Chaque année, le GRIJ publie des documents portant sur des nombreux sujets d'intérêt public tels que l'inceste, l'indemnisation des victimes d'actes criminels au Québec, les personnes âgées, et le droit et les jeunes.

Au cours d'un projet d'une durée de douze semaines, quatre étudiants

ont préparé cet été deux documents sur Les Relations entre employeur et employé et Les Pouvoirs de la police et les droits de l'individu.

Le GRIJ a toujours eu comme raison d'être de rendre le droit plus accessible et intéressant au public et aux étudiants par le biais de la publication et la distribution de ses nombreux documents. Ces publications sont distribuées aux écoles, aux groupes communautaires, aux CLSC's ainsi qu'à d'autres organisations et sont disponibles à la Clinique d'aide juridique de l'université McGill.

Au cours de la prochaine année scolaire, le GRIJ entend reviser le contenu de ces documents et entreprendre des nouveaux projets qui répondront aux besoins de la communauté. Si vous aimeriez acquérir de l'expérience dans la recherche juridique et que vous souhaitez participer dans un groupe qui n'a rien avoir avec la fiscalité, le financement des grandes entreprises ou les sûretés sur les immeubles, nous répondons à vos besoins.

Notre première réunion aura lieu mercredi le 24 septembre 1986 de 1h00 à 2h00 dans le local 203.



School of Social Work

Outside Courses

prepared by Judy Kennedy

It's a bit late for this term, but we thought you might be interested in some law-related courses given outside the faculty. The following three courses will be offered next term by the School of Social Work here at McGill.

407-619B - SEMINAR ON
DIVORCE MEDIATION -(3
credits)

The seminar is designed for students interested in exploring an alternative to adversarial procedures for divorce and separation. The following issues will be examined: divorce and

separation, laws and procedures, the mediation approach as an alternative way of negotiating marriage dissolutions, child custody, visiting rights, alimony and marital property: conflict resolution theory and the social psychology of bargaining.

Françoise Delorme

Bartha Knoppers
Cont'd from p. 5

ance de l'Amérique profane. "Oui, j'avais honte", dit-elle en évoquant les bénédictités dans les restaurants et les clients stupéfaits ou hilares.

Climat familial austère, certes, mais empreint de bienveillance. "Pour mon père, le seul vrai péché mortel consistait à dire du mal de ma mère." Théologienne, cette mère à la fois intelligente et cultivée est aussi une féministe avant l'heure. "Avant de quitter ma famille, je ne savais pas que les tâches domestiques étaient réservées aux femmes!"

Elle quitte ce milieu protégé à 17 ans pour le bruit et la fureur des campus. A l'époque, aux Etats-Unis, la contestation contre l'engagement militaire au Vietnam est à son apogée. Fortement marquée par les idéologies de la contre-culture, elle cherchera sa voie entre le marxisme et le pacifisme des enfants-fleurs. "J'ai fait tous les 'ismes'. Puis je me suis réconciliée avec cette éducation que j'ai reçue toute jeune: les valeurs fondamentales de respect, de tolérance et de liberté."

Il ne faut donc pas demander à Bartha Knoppers des condamnations tous azimuts contre le pouvoir des sarraus blancs ou des déclarations alarmistes sur un monde qui court à sa perte. Ce n'est pas son genre. Chez elle, chaque opinion est nuancée. Ainsi, sur la liberté d'avorter, qu'elle défend, elle ajoute "mais une liberté restreinte à mesure que la grossesse avance".

Le jour où je l'ai rencontrée, elle s'apprêtait à partir pour Paris, participer à une table ronde internationale interdisciplinaire sur les droits du patient et la possibilité d'en dresser une charte. "Le mouvement de réappropriation a débuté. Sans trop réfléchir, on a délégué un nombre croissant de nos responsabilités à des tiers, que ce soit l'Etat, les tribunaux ou les médecins. La conception est de plus en plus entre les mains des spécialistes. Mais à l'autre bout de la vie, des mourants exigent de participer aux décisions qui les concernent. La liberté de choisir - que ce soit sa mort ou de mettre au monde un enfant handicapé - et celle de commettre des erreurs ne sont-elles pas des façons de rester humains?"

407-629B - SEMINAR ON
MARITAL VIOLENCE (3
credits)

This course examines violence as a means of resolving conflict between couples. Different theoretical approaches to causation and treatment will be explored. Emphasis will be on the development of a comprehensive treatment model for addressing this problem and will include work with individuals, groups and couples. There will be opportunity for viewing live interviews as part of the course.

Professor Judy Magill

407-610B - FAMILY
TREATMENT, STRUCTURAL AND
STRATEGIC PERSPECTIVES
(3 credits)

An advanced seminar to consider the techniques and practice of structural and strategic family therapies. Emphasis will be placed on the students developing ability to create a treatment context which includes the challenge symptoms, the reframing of problems, the design of systematic tasks, and the utilisation of paradoxical techniques.

Professor Diane Reichertz

BUT IS IT ART?

by Teresa Scassa

It is not rare for a newcomer to the law cafeteria to look with rising incredulity at what s/he has just bought: a plastic-wrapped odd-hued jumble of chilly things on a paper plate, and ask the time honoured question, "Is this really food?" The answer caf. veterans give begins with "of course" and ends with "not".

Yet if it isn't food, it must be something else. Rational arguments do exist in favour of it being art. After all, if an art exhibit is something you line up for ages to pay an exorbitant amount of money for, then our exhibition must be a classic. The inconveniently short opening hours are a dead give-away.

Art, particularly contemporary art, also tends to pose difficulties in comprehension for the

untrained observer. The question "What is it really?" and "I don't understand why they call it that," which echo through the Pit each noon hour, show that like some art, our exhibit is, at the very least, obscure.

In terms of content, the show has some things worth seeing. The mock chicken is a fine abstract of pigeon, and the aging muffins take concreteness to an extreme. The highly impressionistic vegetables are a remarkable collage of fading pastels, and the coffee is surreal. The show is not without its political impact either: the tuna salad is a strong allusion to the recent Tory tuna scandal.

Yet even taking these things into account, it's safe to say that this show overrates itself. It is over-priced and not worth the line-ups. Law school patrons of the arts would do well to demand more affordable exhibits for the months ahead.



Le Code de Hammourabi

Cont'd from p. 3

203- Si un homme a frappé la joue d'un homme de même condition, il payera une mine d'argent.

204- Si un muskenu a frappé la joue d'un muskenu, il payera dix sicles d'argent.

205- Si un esclave a frappé la joue d'un homme libre, on lui coupera l'oreille.

La semaine prochaine, le mariage et le divorce.

SO I SAYS, MISTER, I SAYS, YOU'VE GOT A WHOKE CAFETERIA IN THERE. WHY ARE YOU FOLLOWING ME AROUND DIGGING UP THE NUTS I'M BURYING



SCAT

Please be reminded that the Law Students Association elections are today.